

Monsieur le Président,
Cher(e)s Collègues,

L'argent. L'argent fou, l'argent pour l'argent a conduit à cette folie financière dont nous mesurons chaque jour un peu plus la chronique accablante.

Dans ce contexte où l'inquiétude grandit, le seuil des 20773 demandeurs d'emploi en catégorie «A» vient d'être franchi dans la Marne. En progression de plus de 22 % sur un an, ce chiffre n'épargne personne et en particulier les jeunes de moins de 26 ans, catégorie enregistrant la plus forte augmentation.

L'automobile est le secteur le plus touché : on le voit ces jours-ci avec le groupe «Trèves». Plus généralement toute l'industrie métallurgique est en difficulté. Tout comme le bâtiment soumis à une forte baisse d'activité, le champagne, lui également enregistre le recul de ses ventes.

Difficile en ces temps de crise de faire front, impossible d'en faire l'économie. Les effets de la récession sont clairement plus durs que prévu et les possibilités de conversion pour les salariés licenciés des plus réduites.

Pas question pour autant de se résoudre à l'inaction ou à la résignation, ainsi avons-nous porté collectivement l'idée d'un Plan de relance départemental, puis proposé d'y ajouter un troisième volet encore plus ambitieux.

Cette proposition nous la réitérons avec d'autant plus d'énergie que les résultats affichés par le Compte Administratif 2008, nous y incite vivement :

- «*situation confortable de notre autofinancement*» dites-vous,
- une «*Section d'investissement financé sans recours à l'emprunt*»,
- «*désendettement en 2008*»...

A vrai dire ces résultats tout à fait encourageants déterminent les conditions objectives d'une action nouvelle parce que le Département en a les moyens.

Qu'on nous entende bien :

- ◆ Nous ne voulons pas dire que les bons indicateurs de gestion de la collectivité ne sont pas nécessaires.
- ◆ Nous ne suggérons pas d'abandonner toute forme de prudence, surtout avec la fragilité de certaines recettes comme les «*droits de mutation*» ou l'évolution contrastés de la D.G.F. dans ses différentes composantes.

J'insiste sur ces points par ce que nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de jugements sommaires.

XXX

Le troisième volet du Plan de relance pour lequel nous plaidons s'adresserait à toutes les intercommunalités marnaises autour des «*Projets d'aménagement du territoire entrant dans les politiques d'intérêt départemental*» de notre guide des aides.

Cette proposition, qui n'est encore qu'une déclaration d'intention, se conçoit autour d'une contractualisation avec les agglomérations, parce qu'il faut savoir mobiliser les principaux vecteurs de l'investissement public et obtenir des effets de levier. Un soutien complémentaire au logement social, qui est à la fois économiquement et socialement utile, a toute sa place dans cet effort de relance.

L'autre avantage de cette proposition réside dans un impératif de coordination qui n'en constitue pas l'élément le moins important. Il en garantit l'efficacité et la rapidité de mise œuvre.

L'augmentation de notre fonds de roulement (+ 24 M €) n'est pas une fin en soi. La situation présente nous impose un devoir d'action. Il en va de même avec cette idée d'attente *«pour financer budgétairement un investissement exceptionnel»*...

Attendre ce qui n'arrivera peut-être jamais, c'est un des plus beaux thèmes de la littérature.

Attendre c'est le lieutenant Drogo dans *«Le Désert des Tartares»* ou Zangra au fort de Belonzio qui attend les hordes ennemies qui le feront héros ! ou Godot qui n'arrivera jamais....

Attendre ne doit pas constituer un alibi. Avant même de négocier le troisième volet de notre plan de relance, nous avons, par exemple, toute l'attitude pour faire évoluer le mode de financement des constructions de casernes de pompiers.

Le dispositif actuel, laissant 80 % du coût à la charge des communes est injuste. Au surplus, cette idée de travées avec un plafonnement de la dépense est incompréhensible pour les non initiés. Il est possible de lui substituer le coût réel du projet mais de lui appliquer un pourcentage de subvention.

Nous avons, quant à nous, une conception plus dynamique, selon laquelle une véritable avancée réside dans une mutualisation complète de la dépense au niveau départemental.

Enfin, le marché étant une composante essentielle de l'économie libérale, le regard que nous posons sur l'activité aérienne de l'aéroport de Vatry est empreint de préoccupation.

Après une bonne année 2008, la réalité actuelle ne peut manquer de plonger plus d'un collègue dans la perplexité. Elle ne doit ni nous conduire à l'abattement, ni au manque de lucidité.

En réaffirmant le soutien de notre groupe à ce dossier essentiel pour la Marne, je crois également qu'il n'est plus possible d'attendre.

D'abord parce qu'il est avéré que cela ne s'arrangera pas tout seul. Et puis surtout, parce que nous sommes face à une spirale infernale. La baisse de l'activité aérienne dégrade les comptes de l'exploitant, installe le doute dans les esprits, affaiblit notre position et nourrit un sentiment de malaise grandissant.

La nécessité immédiate pour Vatry c'est de tenir parce que Vatry c'est notre outil commun.

L'urgence c'est regarder la réalité en face. Nous avons évoqué un suivi régulier de ce dossier et la réunion préalable d'un *« Comité de réflexion »* représentant toutes les sensibilités politiques de notre assemblée. Nous en sommes d'accord.

De cette manière, notre groupe entend prendre sa part dans l'action entreprise par le Conseil Général pour soutenir l'activité de notre département en cette période de crise. Ni opposants de principe ni bénis oui-oui, nous contribuons par nos propositions au plan de relance de la Marne.

Président du Groupe,


Jean-Pierre BOUQUET